

Nouvelles pratiques sociales



Christiane Gagnon, *La recomposition des territoires. Développement local viable : récits et pratiques d'acteurs sociaux dans une région québécoise*, Collection Logiques sociales, Paris, L'Harmattan, 1994, 272 p.

Jean-Pierre Deslauriers

Volume 8, numéro 2, automne 1995

Les pratiques sociales des années 60 et 70

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/301339ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/301339ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Presses de l'Université du Québec à Montréal

ISSN

0843-4468 (imprimé)

1703-9312 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Deslauriers, J.-P. (1995). Compte rendu de [Christiane Gagnon, *La recomposition des territoires. Développement local viable : récits et pratiques d'acteurs sociaux dans une région québécoise*, Collection Logiques sociales, Paris, L'Harmattan, 1994, 272 p.] *Nouvelles pratiques sociales*, 8(2), 191–193.
<https://doi.org/10.7202/301339ar>

La recomposition des territoires. Développement local viable : récits et pratiques d'acteurs sociaux dans une région québécoise

Christiane GAGNON
Collection Logiques sociales,
Paris, L'Harmattan,
1994, 272 p.

Ce livre est une étude fouillée des relations entre une multinationale qui tire un avantage comparatif du site où elle s'est installée, Alcan en l'occurrence, et la région hôte qui, en retour, essaie de négocier sa dépendance. En effet, cette compagnie bénéficie historiquement d'un monopole sur le réseau hydroélectrique de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean ; malgré l'éloignement de la matière première, la bauxite, la production d'électricité à un coût très bas permet à Alcan de produire de l'aluminium à des prix qui supportent la compétition. Pour ce faire, elle doit cependant contrôler ses sources d'approvisionnement hydroélectriques, c'est-à-dire non seulement les affluents du lac, mais surtout le niveau du lac Saint-Jean, transformé en un vaste réservoir dont la compagnie fait varier le niveau selon ses besoins énergétiques. Naturellement, l'exercice de ce monopole ne va pas sans causer des problèmes environnementaux et il s'ensuit une lutte entre les habitants des lieux et la compagnie.

Dans cet ouvrage, l'auteure scrute trois événements qui illustrent les liens entre la multinationale et son milieu : les audiences publiques du ministère de l'Environnement portant sur la gestion du lac Saint-Jean (1985) ; l'annexion à Chicoutimi d'une partie du territoire de Laterrière pour favoriser l'implantation de la nouvelle usine d'Alcan (1983) ; la longue lutte (29 ans) d'un groupe de citoyens de La Baie contre la pollution de l'air, lutte qui prit fin en 1990.

À mon avis, la thèse de l'auteure se résume de la façon suivante. Les trois conflits étudiés font ressortir un point commun aux acteurs sociaux,

soit la préservation d'un espace, la protection des ressources et de la qualité de l'environnement. Lorsque l'environnement immédiat est ressenti ou perçu comme menacé par un changement externe à la communauté, les acteurs sociaux mettent en branle tout un arsenal de stratégies, allant de la simple pétition à la poursuite judiciaire. Ils revendiquent publiquement leur cause et réclament auprès des politiciens l'intervention de l'État (Québec) afin de rétablir l'équilibre ou de régler le conflit (p. 197).

Ce livre démontre à l'envi la grande emprise qu'une multinationale comme Alcan peut exercer sur une région tout entière. La compagnie adopte la stratégie éprouvée de la main de fer dans le gant de velours. Le velours d'abord : la compagnie ne rate jamais l'occasion de rappeler que son développement est intimement lié à l'histoire de la région : «Alcan est née au Québec, elle fait partie aujourd'hui du patrimoine collectif, et elle a bien l'intention d'y rester» (p. 96); elle professe aussi son profond attachement au lac Saint-Jean : «Le lac Saint-Jean est une ressource naturelle unique et un centre d'intérêt majeur. Personne n'en est plus conscient que nous» (p. 72). En 1985, le thème de la promotion de la position d'Alcan aux audiences publiques était : «Un lac qu'on connaît mieux» (p. 84). Ce noble sentiment cache toutefois une méfiance profonde.

La moindre opposition à la position de l'Alcan est identifiée par un système de relations publiques bien rodé. Lorsque vient le temps de réaliser des études environnementales, la compagnie ne lésine pas sur les moyens et retient les services des meilleures firmes. Au besoin, elle réalise des recherches approfondies sur l'opinion publique, secteur par secteur, association par association, maire par maire. C'est ce qui a permis aux représentants de l'entreprise de prétendre, lorsqu'ils se sont présentés aux audiences publiques de 1985 : «Ça serait très surprenant qu'on entende quelque chose qu'on n'a pas entendu!» (p. 76) Cependant, si la médiation n'aboutit pas et que l'opposition prend une tournure juridique, Alcan retient les services des meilleurs avocats du Québec pour défendre sa cause; en même temps, elle neutralise les principaux bureaux d'avocats locaux, de sorte que les opposants ne trouvent personne pour défendre leur point de vue. Elle repousse les délais, étire les négociations; elle combat pouce à pouce les conclusions des études de ses adversaires si elles ne concordent pas avec les siennes. Elle mise sur les changements de gouvernement, de ministres et de maires, sans compter le lobby. Si, enfin, les locaux ne sont pas encore convaincus de la justesse de la cause corporative, Alcan montre le bâton qu'elle dissimulait : si la compagnie ne peut gérer à sa guise le niveau du lac, elle devra à regret réviser ses projets de développement, ce qui pourrait occasionner du chômage. Pensez-y bien.

Ce chantage à peine voilé ressort à l'évidence dans ce volume et témoigne de la force de ces compagnies. À ce titre, les études de cas constituent à mon avis la partie la plus intéressante de l'ouvrage : elles sont rapportées dans un style enlevé où la sympathie pour les voix discordantes se conjugue à la rigueur de l'analyse. Ce livre présente une contribution articulée à la connaissance concrète des dynamismes régionaux.

J'ai cependant relevé deux disjonctions. La première se rapporte au lien entre le titre et le contenu. En effet, le cœur de l'ouvrage ne consiste pas à montrer comment les communautés en arrivent à recomposer un territoire, mais il se situe en aval, alors que la communauté essaie de ralentir le mal développement avant de lui donner un autre virage. Il ne s'agit donc pas tant d'une tentative de recomposer un territoire donné que d'influencer un mode de gestion dominant du territoire qui échappe aux acteurs locaux. De plus, s'il est question de développement viable, c'est plutôt comme projet et objectif que comme pratique concrète. Il n'est pas étonnant que le livre contienne peu d'information sur les alternatives et les expériences de développement viable, l'attention étant accaparée par le mouvement d'opposition qu'il faut organiser. Le sous-titre n'est pas plus approprié : il ne s'agit pas de pratiques d'acteurs sociaux, mais bien de différents points de vue sur une question.

L'autre disjonction se situe entre le cadre théorique et le contenu empirique. Dès l'introduction, l'auteure présente un cadre interprétatif de la recomposition du territoire, de même que des enjeux territoriaux. À ce sujet, elle retient quatre tensions principales qui influencent la définition du territoire : la mondialisation, la singularité du lieu qu'est le Saguenay-Lac-Saint-Jean, la tension entre la maîtrise et la non-maîtrise sociale du territoire, et celle opposant la marginalisation et l'équité. Le rapport entre ces données théoriques et les données empiriques est réel, mais l'analyse manque de prise car les concepts sont trop larges pour une étude de terrain comme celle-ci. Il me semble que ces trois études auraient pu être interprétées plus efficacement par des concepts et théories tirés du courant de la défense de droits, de l'action sociale et des mouvements sociaux.

Cela dit, il n'en demeure pas moins que voilà un livre bien écrit et fort instructif. La description et l'analyse de ces événements constituent un apport de première importance à la connaissance de luttes écologiques et sociales du Québec. La réflexion du lecteur s'en trouvera stimulée.

Jean-Pierre DESLAURIERS
Département de travail social
Université du Québec à Hull